

## Historiens sous influence

### Qui « écrit » l'Histoire ?

(par Paul Labarique)

Les opérations d'ingérence culturelle conduites en France par les États-Unis, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale et tout au long de la Guerre froide, ont eu un impact fort sur la vie intellectuelle du pays. Dans son dernier ouvrage, l'historienne Annie Lacroix-Riz dénonce la dérive de sa discipline où des chercheurs, en quête de reconnaissance et de financements, acceptent de s'écarter de la vérité pour produire des travaux à usage politique. Elle revient notamment sur la conversion de plusieurs universitaires, venus des rangs du PCF, à l'anticommunisme le plus primaire et sur la réécriture de leur histoire par des entreprises liées au Reich ou à la Collaboration.

---

**8 avril 2004**

Depuis une vingtaine d'années, les médias français assurent une publicité démesurée à un groupe restreint d'intellectuels et à leurs œuvres, malgré la médiocrité scientifique de leurs publications. Ainsi Bernard-Henri Lévy, Alain Finkielkraut, Michel Wieviorka, ou encore Alain Touraine ont pu imposer une « *pensée unique* », malgré les protestations d'une myriade d'universitaires critiques évoluant dans le sillage de Pierre Bourdieu. Ces « *nouveaux intellectuels* » se cooptent au sein de clubs fermés comme la Fondation Saint-Simon. Leur fonction principale est de stériliser la réflexion pour prescrire des opinions. Ils assurent la promotion de leurs idées prêtes à penser en esquivant les débats contradictoires et en ne manquant jamais une occasion de se donner la réplique, voire de s'encenser mutuellement.

Ce groupe investit aujourd'hui la recherche en histoire contemporaine parce qu'elle permet à partir d'« *analyses* » du passé, de construire des grilles de lecture pour le présent et donc de prescrire des opinions. Leur méthode marketing, initialement mise au point pendant la Guerre froide pour promouvoir l'idéologie atlantiste anti-communiste, est tel qu'elle est désormais utilisée par d'autres groupes d'influence. En payant des chercheurs ou en assurant leur carrière, il est possible d'obtenir des travaux historiques aux conclusions flatteuses pour le commanditaire.

Annie Lacroix-Riz, professeur d'histoire contemporaine aux universités de Toulouse et de Paris, a observé l'évolution de sa discipline depuis le début des années 1980 [1], marquée par un anticommunisme virulent et une fascination croissante pour le modèle états-unien de la « *démocratie libérale* ». On trouve la preuve la plus évidente de ce phénomène dans l'historiographie du communisme, notamment avec François Furet.

Celui-ci, décédé en 1995, est l'auteur d'un essai qualifié de « *majeur* » par les médias et les Instituts d'études politiques, à défaut de l'être par les historiens, sur « *l'illusion communiste* » [2]. Ancien communiste convaincu, Furet a initié une école historique antimarxiste, apparue en France au milieu des années 1970 et principalement relayée par d'anciens « *compagnons de route* » repentis de l'URSS stalinienne.

Cette appartenance passée au camp marxiste confère, à des universitaires tels que François Furet ou Annie Kriegel, une apparente légitimité à en dénoncer les excès puisqu'ils sont sensés les connaître « *de l'intérieur* ». Pourtant, dans le contexte de la Guerre froide pendant laquelle la France était ancrée dans le camp atlantique, leur parcours était celui de la facilité. Ils n'ont pas cherché à critiquer le marxisme parce qu'ils s'étaient convertis à la pensée libérale, mais ils se sont rachetés une image en critiquant le marxisme. Leurs ouvrages ont été explicitement produits en vue d'une exploitation politico-médiatique dans des luttes partisans. Il se sont ostensiblement éloignés des méthodes scientifiques de recherche de la vérité pour entrer subrepticement dans le domaine de la propagande.

Ce glissement des « *historiens du temps présent* » n'a pas manqué d'agacer les autres universitaires. Ainsi, en prologue d'un ouvrage consacré aux Brigades internationales pendant la guerre d'Espagne, Rémy Skoutelsky écrit-il que « *contrairement à la majorité (la totalité ?) des historiens qui tracent aujourd'hui un signe d'égalité entre fascisme et communisme - quand ils ne cherchent pas à relativiser les crimes du premier pour mieux faire ressortir ceux du second - ; je n'ai jamais appartenu au Parti communiste (ou à une organisation maoïste)... Il n'en reste pas moins que je n'ai toujours pas le moindre doute sur le camp dans lequel il fallait se trouver à Stalingrad en 1943. À Madrid en 1936* » [3].

Cette remarque s'adresse directement à François Furet, auteur du *Passé d'une illusion* déjà cité, mais aussi à Stéphane Courtois, qui a dirigé l'ouvrage collectif *Le Livre Noir du communisme*, et à Annie Kriegel. Celle-ci, dans un article du *Figaro* du 29 décembre 1992, écrivait à propos des Brigades rouges que « *l'antifascisme était un concept à l'abri duquel les communistes se faisaient fort de déployer la classique stratégie léniniste de conquête révolutionnaire du pouvoir* ». L'ensemble de leurs œuvres semble construit autour d'un seul objectif : combattre le communisme et, plus largement le marxisme ; et de deux stratégies argumentatives : d'une part, tracer un lien direct entre marxisme et stalinisme afin de disqualifier les théories politiques développées par Karl Marx , d'autre part, mettre sur un même plan les atrocités du régime soviétique et le génocide perpétré par les nazis, pour englober nazisme et communisme sous une même dénomination de « *totalitarisme* ».

Par exemple, François Furet, dans *Penser la Révolution française* [4], compare le passage d'un mouvement de libération populaire en 1789 à la Terreur en 1793, avec le passage des mouvements bolcheviques au léninisme, puis au stalinisme. Dans les deux cas, il postule que la perversion des idées originelles par les processus révolutionnaires était inévitable. Sa conclusion est simple : ces idées originelles de renversement de l'ordre établi par la force doivent être rejetées. Il ne s'agit pas de tirer des leçons du passé, mais d'y trouver des arguments pour justifier ses opinions du moment.

Le cas de François Furet est intéressant, non seulement parce qu'il incarne ce que Diana Pinto appelle « *le nouveau regard des historiens* » marqué par « *la conversion intellectuelle à l'antisoviétisme* », mais aussi parce qu'il représente, mieux que quiconque, le ralliement au « *pro-américanisme* » qu'elle constate chez nombre de ses confrères. Ainsi Furet a reçu 470 000 dollars de la très réactionnaire Fondation Olin afin de financer son programme de recherche sur les révolutions américaine et française, au moment de la commémoration du bicentenaire de la Révolution française.

François Furet était proche d'un historien allemand, Ernst Nolte, avec lequel il a publié un recueil de correspondances intitulé *Fascisme et communisme* [5]. D'après Annie Lacroix-Riz, Nolte est « *placé à la tête du courant de l'extrême droite intellectuelle (et non pas historiographique) allemande, victimisant les nazis et accablant les bolcheviques barbares* ». Il est notamment l'auteur de « *la thèse de l'attaque préventive de l'URSS par le Reich, que pulvérise la consultation, même superficielle, des archives internationales entre le 19e siècle et 1941* ». L'inscription de ses ouvrages au programme de l'Agrégation d'histoire laisse donc songeur.

Cette tendance historiographique française suscite bien des critiques aux États-Unis. Ainsi, après Diana Pinto en 1985, c'est Arno Mayer qui, en 2000, fustige ces « *"contre-révolutionnaire" rénovés* » et ironise sur l'union sacrée des « *conservateurs modérés* » et « *démocrates libéraux nouveau style* », sans oublier les « *ex-communistes renégats* » qui ont, depuis, acquis « *droit de cité dans les salons des VIe et VIIe arrondissements* » [6]. La prégnance de ces nouvelles analyses des phénomènes révolutionnaires antimarxistes est attestée par les difficultés qu'a rencontrées l'historien anglais Eric Hobsbawm pour faire traduire *The Age of Extremes* en France. Il lui a fallu attendre cinq ans, de 1994 à 1999, après avoir reçu cet avis négatif de son collègue français Pierre Nora, de Gallimard : selon ce dernier, les reliques du marxisme d'Hobsbawm « *passeraient mal en France, (...) pays le plus longtemps et le plus profondément stalinisé [:] la décompression, du même coup, a accentué l'hostilité à tout ce qui, de près ou de loin, peut rappeler cet âge du philosoviétisme ou procommunisme de naguère, y compris le marxisme le plus ouvert* ». Il sera finalement disponible chez les éditions Complexe et du *Monde Diplomatique*, remportant un succès considérable.

Annie Lacroix-Riz se pose une double interrogation : en France, qui finance la recherche en histoire ? sur quels sujets ? L'historienne constate en effet que se multiplient les commissions *ad hoc*, créées à l'initiative de l'État, voire d'entreprises privées. Elle cite le cas de la commission Matteoli, sur la spoliation des biens juifs, dont la présidence devait être précisément confiée à François Furet. Sa mort, le 12 juillet 1997, l'empêcha d'assister à la formation de cette commission, dont l'objectif officieux était de revisiter les responsabilités françaises dans la déportation des juifs pour déterminer des modalités de restitution sans réparation.

Au-delà des considérations idéologiques anticomunistes, qui relèvent de la Guerre froide, Annie Lacroix-Riz s'interroge sur la pertinence des travaux réalisés dans le cadre des commissions créées par l'État, des entreprises publiques ou des entreprises privées. Elle cite notamment l'embauche, en Allemagne, de nombreux historiens prestigieux, sous les auspices de la Deutsche Bank ou de Volkswagen, pour travailler sur le rôle du patronat dans l'Allemagne nazie. D'après le politologue britannique Pinto-Duschinski, des historiens anglo-saxons et allemands ont reçu, à cette occasion, « *des paiements de sociétés, banques ou agences gouvernementales dont la conduite dans le passé constitue le sujet de leurs recherches* ». Ils ont

accepté, en contrepartie, des limitations d'accès aux archives. En les payant et en conditionnant leur travail, les financiers comptaient obtenir des conclusions utilisables comme arguments pour limiter l'indemnisation des travailleurs forcés sous le régime nazi.

Les mêmes comportements sont observables en France, non autour de l'enjeu du travail forcé ou du génocide, mais à propos de la collaboration et de la déportation. Ainsi, le célèbre colloque de Besançon, organisé en mars 1999, s'intéressait au rôle des patrons sous l'Occupation pour les dédouaner majoritairement de toute responsabilité. Jean-Claude Daumas conclut même, au terme de cette entreprise, qu'il faut abandonner « *la notion de collaboration* » encline à « *épouser les taxinomies d'époque* ». Le plus étrange dans cet exemple, est que ce colloque n'a pas été financé par de grandes sociétés pour s'acheter des certificats de bonne conduite, voire de résistance, mais s'est tenu dans un cadre universitaire. Il montre que de nombreux historiens français se sont soumis aux exigences du politiquement correct, soit parce qu'ils sont devenus dépendants de leurs financiers au point de se conformer à leurs exigences en toutes circonstances, soit par simple conformisme, ce qui implique la reconnaissance du triomphe de la mercantilisation de la pensée. Les organisateurs de colloque, abandonnant les règles de la recherche universitaire, ont écarté de leurs débats les travaux qui leur posaient problème, dont bien sûr ceux d'Annie Lacroix-Riz. Tout au plus, pour éviter un unanimité suspect, ont-ils donné la parole à l'Allemand Arne Radtke-Delacor qui fut autorisé à s'interroger sur la véracité des « *innombrables récits d'un sabotage indirect [du patronat] au moyen d'un freinage délibéré, colportés après coup par les entreprises intéressées* », au regard du zèle qu'il a pu constater de la part de l'industrie française au service du IIIe Reich.

L'extermination des juifs et la spoliation de leurs biens, la collaboration avec les nazis et l'échec des politiques de dénazification sont des thèmes particulièrement mal traités par les nouveaux historiens, qui travaillent sous l'influence soit de l'État, peu disposé à reconnaître la participation française à un génocide, soit d'entreprises souhaitant dissimuler des faits de collaboration. Ces sujets ne sont pas pour autant ignorés : plutôt que le silence, les commissions ad hoc d'historiens permettent de donner des visions parcellaires et excessivement modérées. C'est le cas de la commission Rémond, chargée de plancher sur l'épisode Paul Touvier. Elle a été constituée à la demande du cardinal-archevêque de Lyon, Mgr Decourtray, pour attester l'innocence de l'Église de France dans la longue soustraction à la justice du milicien Paul Touvier. Pour répondre à la question posée avec la réponse souhaitée, les historiens ont accepté une méthode de travail contraire aux principes scientifiques de base. D'une part, ils se sont appuyés sur des archives ecclésiastiques qu'ils étaient les seuls autorisés à consulter, de sorte qu'il n'est pas possible d'en discuter pleinement leur interprétation. D'autre part, ils ont accepté de se fonder sur des archives incomplètes, le Vatican leur ayant interdit la consultation d'une partie de son fonds. Dans des circonstances comparables, comme on l'a vu avec la Commission internationale chargée par le Saint-Siège d'examiner les relations entre le Vatican et le IIIe Reich, des historiens plus scrupuleux ont préféré refuser de cautionner une pseudo-recherche.

Tel ne fût pas le cas de l'équipe de René Rémond qui s'est fort satisfaite des conditions de travail imposées par ceux sur lesquels elle était précisément supposée enquêter. Elle a rendu sans surprise un rapport extrêmement flou sur les responsabilités de l'Église catholique dans la déportation des juifs de France et sur l'exfiltration des protagonistes français du dispositif, tels que Paul Touvier. Ici, René Rémond n'a pas été payé en monnaie sonnante, mais s'est vu élevé au rang d'académicien pontifical ; ce que l'on appréciera, selon les points de vue, comme une autre forme de reconnaissance ou de rémunération.

Une autre commission a également été confiée à René Rémond, pour vérifier ce qu'était devenu le « *fichier juif* » élaboré sous Vichy, en 1940. En 1991, Serge Klarsfeld, qui a cherché toute sa vie à retrouver tous les noms des juifs français déportés, affirme l'avoir retrouvé. La conservation de ce document au sein des archives du ministère des Anciens combattants suscite un scandale. D'autant que le ministre qui l'aurait décidée à la Libération ne pouvait être que François Mitterrand. La commission Rémond, nommée par le même François Mitterrand devenu président de la République, est alors chargée d'éplucher les archives préfectorales pour, d'une certaine manière vérifier son authenticité. Après quatre ans de « *recherches prétendument monacales, réellement non conduites* », selon Annie Lacroix-Riz, les commissionnaires se déclarent « *à peu près certains que le fichier du recensement [des juifs] d'octobre 1940 a été détruit* » en 1948. Le document retrouvé ne serait qu'un fichier destiné à l'indemnisation des juifs déportés. Une conviction - très peu étayée - qu'affirmait déjà René Rémond avant d'entamer ses recherches : dans une lettre adressée à Jack Lang, le 1er juillet 1992, avant le début de ses travaux, l'historien fétiche de Sciences-Po se disait déjà convaincu que « *le fichier de la honte, [...] ce fichier maudit a[vait] disparu* ». En réalité, selon les recherches effectuées ultérieurement par Sonia Combe, ces fiches proviennent bien du fichier de 1940, mais elles ne correspondent qu'aux juifs arrêtés par la police française, et ne comprennent plus celles des déportés qui étaient ôtées au fur et à mesure.

Annie Lacroix-Riz termine par un dernier exemple, celui de l'indemnisation des déportés juifs, qui fait l'objet d'importantes querelles judiciaires internationales, entre banques allemandes, états-uniennes et suisses. La France elle-même, qui a participé à l'aryanisation des biens juifs du temps de l'occupation nazie [7], a dû constituer une commission d'indemnisation en 1997. Comme nous l'avons vu, elle devait être présidée par l'historien François Furet, mais celui-ci ayant subitement décédé, il fut impossible de lui trouver un collègue aussi « sûr » pour le remplacer. On fit donc appel à un grand commis de l'État, Jean Mattéoli. Cette commission a demandé l'accès à l'ensemble des archives sur la question. Elle a néanmoins été soumise à un grand nombre de restrictions, notamment au sein de la Caisse des dépôts et consignations, où une partie de la documentation reste encore aujourd'hui soustraite au public. D'après l'historienne, le travail de la commission a été largement influencé par la vision états-unienne de cette question éminemment politique et juridique, et a orienté ses recherches en conséquence.

### Science sans conscience...

Cette série d'exemples, accompagnée d'une réflexion épistémologique sur la méthodologie de l'histoire et l'accès aux archives, démontre la spécificité de la recherche historique française, axée sur l'anticommunisme et la défense de l'« honneur de la France », en s'écartant, s'il le faut, des règles de base de la méthode scientifique. Il suffit pour cela de constater la popularité des travaux des « *historiens du temps présent* », tels que Michel Winock ou Jean-Pierre Azéma, dont les thèses répondent plus à des enjeux politiques contemporains qu'à une quelconque démarche scientifique [8]. Le livre d'Annie Lacroix-Riz peut aussi illustrer l'efficacité de structures d'ingérence culturelle états-uniennes telles que le Congrès pour la Liberté de la Culture [9] ou la Fondation Saint-Simon [10], deux associations marquées par un financement occulte venu des États-Unis et, en conséquence, par un anticommunisme virulent.

Les historiens ne sont pas évidemment les seuls à subir cette influence. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, selon Noam Chomsky, la vie intellectuelle française est anesthésiée par le refus de la France de revenir sur son expérience collaborationniste. On pourrait y ajouter la fascination exercée par les États-Unis sur les intellectuels français au terme d'une série d'opérations de propagande intellectuelle. La manière dont les deux plus grandes figures intellectuelles françaises de la fin du XXe siècle, Michel Foucault et Pierre Bourdieu, ont pu rayonner dans le monde entier tout en étant marginalisées - au moins médiatiquement - en France, est un exemple frappant de cette anémie du champ intellectuel français. Le livre d'Annie Lacroix-Riz fait enfin ressortir cette tendance singulière de manipulation de la science par le pouvoir politique ou les grandes entreprises, pour défendre leurs intérêts, tendance que l'on retrouve dans toute une série de domaines tels que le réchauffement climatique, les ressources énergétiques ou la sécurité alimentaire [11]. Les remèdes que propose Annie Lacroix-Riz sont simples : premièrement, permettre le libre accès de tous aux sources archivées ; deuxièmement, garantir l'indépendance du traitement des données. Pour cela, le financement de la recherche, surtout en sciences sociales, ne peut pas être laissé aux seules entreprises privées.

### Paul Labarique

---

[1] *L'Histoire contemporaine sous influence*, d'Annie Lacroix-Riz, *Le Temps des Cerises*, 2004.

[2] *Le Passé d'une illusion*, de François Furet, Robert Laffont, 1995.

[3] « L'espoir guidait leurs pas - Les volontaires français dans les Brigades internationales 1936-1939, de Rémy Skoultelsky », par Maurice Roth, *Carré rouge*, octobre 1998.

[4] *Penser la Révolution française*, de François Furet, Gallimard, 1978.

[5] *Fascisme et communisme*, de François Furet et Ernst Nolte, 1998.

[6] *Les Furies, terreur, vengeance et violence, 1789, 1917*, d'Arno Mayer, Fayard, Paris, 2002.

[7] Voir notre enquête, « Histoire secrète de l'Oréal », *Voltaire*, 3 mars 2004.

[8] Voir la critique virulente de l'ouvrage de Jean-Pierre Azéma sur le « *fichier juif* » par Philippe Grand. « Le fichier juif : un malaise », de Philippe Grand, *Revue d'histoire de la Shoah*, n°167, novembre-décembre 1999.

[9] Voir « Quand la CIA finançait les intellectuels européens », *Voltaire*, 27 novembre 2003.

[10] Voir « La face cachée de la Fondation Saint-Simon », *Voltaire*, 10 février 2004.

[11] Une tendance particulièrement présente aux États-Unis. Voir « Bush écarte les scientifiques », *Voltaire*, 27 février 2004.